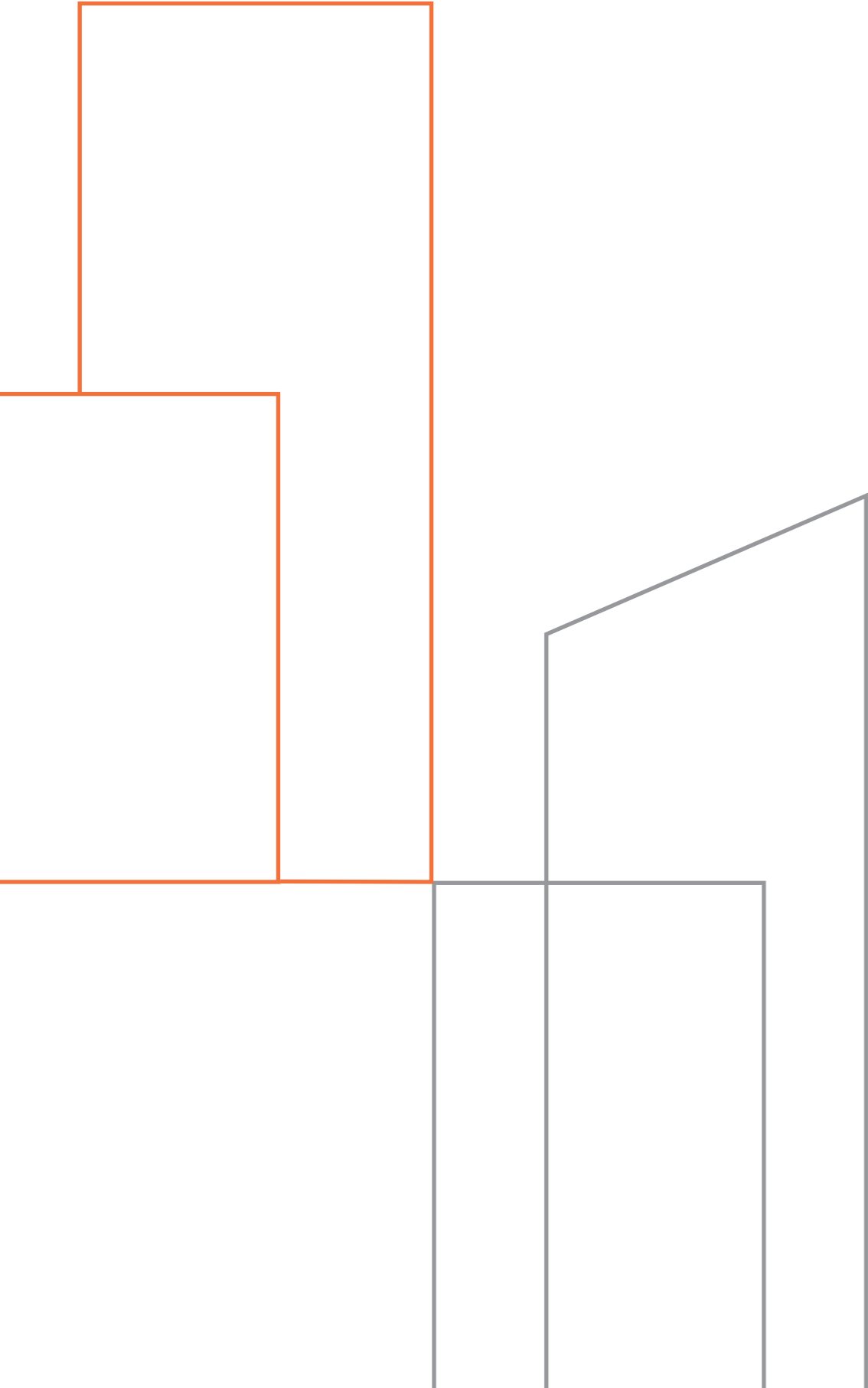


RAPPORT FINANCIER

ADIL 38 | Assemblée générale 2025

2024





	Comptes annuels 2024	
	Activité & perspectives d'avenir	4
	Rapport du C.A.C. sur les comptes annuels	10
	Rapport spécial du C.A.C. sur les conventions réglementées	32
	Activité statutaire	
	Fixation des cotisations 2025	36
	Budget prévisionnel 2025	37
	Résolutions	38

ANALYSE DE CHAQUE CATÉGORIE DE PRODUITS

Les commentaires qui sont apportés ci-dessous sont un comparatif entre le budget **prévisionnel** 2024 et le budget **réalisé** 2024.

Le budget prévisionnel 2024 avait évalué les produits à **635 801 €**, ils se sont avérés être d'un montant de 644 677 € soit 101 % du prévisionnel.

En 2024, les PRODUITS D'EXPLOITATION SONT EN HAUSSES

Collège 1 : Offreurs de biens et services

On peut noter une augmentation (+ 272 €) de la CGLLS.

Une hausse de la participation d'Action Logement (+ 385 €).

Concernant le **Pôle Habitat FFB**, à réception de l'appel à contribution 2024, le délégué régional a indiqué par mail qu'au regard des contraintes budgétaires eu égard à une crise sans précédent et aux difficultés rencontrées par la filière construction, il n'était pas en mesure de renouveler **pour cette année** leur adhésion à l'ADIL 38 soit un manque a gagné de 550 €.

Collège 2 : Les associations de consommateurs et d'usagers

Toutes les associations ont renouvelé leur confiance à l'ADIL 38 même si certains l'ont fait avec retard sur le début 2025.

Collège 3 : Pouvoirs publics et organismes d'intérêt général

1 • Pouvoir public :

La participation du Ministère du logement est en augmentation (+ 386 €).

La MSA a adhéré fin 2023, elle a versé une contribution de 300 €.

2 • EPCI :

Un nouvel adhérent en 2024, les Coll'in sa subvention est d'un montant de 2 560 €.

3 • Associations d'intérêt général :

Toutes les associations ont renouvelé leur confiance à l'ADIL 38.

Missions spécifiques

Des produits non budgétés sont venus abonder aux ressources de l'ADIL 38 en 2024.

- L'ADIL 38 a animé des sessions de formation / information à destination des personnels de la **MRSI**, ce qui a permis un gain de **600 €**.
- Autre ressource non budgétée, une subvention pour la participation de l'ADIL38 au SLIME, programme mis en œuvre par le **CCAS de Grenoble** qui vise à massifier le repérage, l'orientation et l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique. En 2023 la Ville de Grenoble avait accordé une subvention de 2 000 €, ce financement a été renouvelé et majoré en 2024 soit une somme de **2 500 €**.
- En 2023, l'ADIL 38 avait répondu à une commande de **Grenoble Alpes Métropole** sur des actions spécifiques, ces actions ont été soldées en 2024, elles ont permis un gain de **4 275 €**.
- Face au déficit des dernières années l'ADIL 38 a décidé de diversifier ses sources de financement. Une offre de services à destination des membres de l'ADIL 38 a été élaborée. Dans ce cadre la **communauté de communes du Grésivaudan** a contractualisé avec l'ADIL 38 en 2024 pour des formations, la présence d'un juriste à des Forums sur la rénovation. Ces actions ont permis un gain de **750 €**.
- En 2024, a eu lieu le déploiement de **Bail Rénov**. Il s'agit d'un programme mis à la disposition des propriétaires bailleurs et leurs locataires pour leur apporter informations, conseils gratuits et actualisés sur la rénovation et la performance de leurs logements, sur leurs droits et obligations. sur les aides (MaprimeRénov, Eco PTZ, locavantages ...). Ces informations sont faites via des réunions collectives. Pour l'animation de 5 réunions en 2024, l'ADIL 38 a été financée à hauteur de 1 633 €. (233 € versés dès 2024 et le solde début 2025).
- La DIHAL a financé de 2021 à 2023 un dispositif temporaire de renforcement de la politique de prévention des expulsions locatives pour la sortie de la crise sanitaire. A cet effet un chargé de mission PEX a été recruté, le poste était porté par le Département. La DIHAL a réussi à pérenniser ces financements mais a souhaité recentrer la mission sur les ADIL et le partenariat et plus sur l'accompagnement individuel. **La DDETS 38** a sollicité l'ADIL 38 pour prendre en charge ce poste et co- animer cette politique avec un financement dédié de **50 000 €**. La chargée d'étude ayant été recrutée au 1^{er} juillet 2024, 25 000 € sont affectés en produits constatés d'avance.
- Le conseil départemental de l'accès au droit de l'Isère **CDAD** et l'ADIL 38 ont uni leurs efforts pour développer en 2024 des permanences de conseils juridiques gratuites sur le logement, notamment en faveur des personnes fragilisées au sein du **Palais de justice** de Grenoble. Ces permanences ont été financées à hauteur de **2 175 €** (dont 1 925 € reçus début 2025).

Transferts de charges

La quote-part de certaines charges fixes, portées par l'ADIL 38 et communes avec DiGi, fait l'objet d'une refacturation chaque fin de semestre.

Pour l'année 2024 la somme due est de 23 583 €.

Une remise de 4 357 € a été accordée à DiGi.

Produits financiers

Les divers placements effectués par l'ADIL38 (livret A, livret B, contrat de capitalisation) ont permis d'obtenir des produits financiers à hauteur de 12 757 € (contre 2 240 € prévus au budget), lesquels sont imposés à l'Impôt sur les Sociétés à hauteur de 2 383 €.

ANALYSE DE CHAQUE CATÉGORIE DE CHARGES

Les commentaires qui sont apportés ci-dessous sont un comparatif entre le budget **prévisionnel** 2024 et le budget **réalisé** 2024.

Le budget prévisionnel 2024 avait évalué les dépenses à **635 801 €**, elles se sont avérées être d'un montant de 644 653 € soit 101 % du prévisionnel.

En 2024, les CHARGES D'EXPLOITATION SONT EN HAUSSES

Achats et charges extérieurs

Le poste électricité est en légère baisse (- 406 €).
La consommation de fourniture a été stable (- 240 €).

Services extérieurs

Les loyers, que ce soit de Grenoble ou Bourgoin, ont été réactualisés plus que prévu en raison des fortes majorations indiciaires (+ 7 356 €). En revanche, les charges de copropriété sur les locaux de Grenoble et Bourgoin ont été moins élevées que prévu (- 4 782 €).

En 2024, il n'a pas été fait de petits travaux donc une économie de 1 200 €.

Autres services extérieurs

Les honoraires du commissaire aux comptes et du cabinet comptable sont en légères baisses (- 514 €).

Les frais de documentation sont en baisses car un abonnement au site doctrine.fr, après sondage auprès des juristes sur son utilisation, n'a pas été renouvelé (- 2809 €).

Les frais de déplacement pour formation sont en baisses (- 1000 €). La politique de l'ANIL concernant la formation a changé, désormais les formations en présentiel sont payantes et Uniformation ne prend en charge qu'une seule formation par an.

Les frais de téléphonie tout confondus maintenance, portable, fixe sont en baisses d'environ 3 297 € suite à la renégociation de notre contrat avec KOESIO.

Charges de personnel

Concernant le poste le plus important pour l'ADIL38 (76 %) du budget, il est en hausse en raison de l'embauche de la chargée d'étude prévention des expulsions locatives en juillet 2024 (+ 15 590 €).

Charge financière

Le contrat de capitalisation a donné lieu à une imposition à hauteur de 2 383 €.

ANALYSE DU BILAN

La trésorerie

La valeur comptable du « **livret B** » au 31/12/24 est de **312 804 €** (intérêts courus compris).
La valeur comptable du « **livret A** » au 31/12/24 est de **97 032 €** (intérêts courus compris) et recouvre le fond de réserve de 76 000 € (C.A. du 7/4/2008).

La valeur comptable du « **contrat de capitalisation** » au 31/12/24 est de **215 459 €** (intérêts courus compris).

Les immobilisations

En 2024, aucun matériel n'a été acheté.

Les dettes et créances à court terme

Les dettes fiscales et sociales (95 481 €) constatées au passif du bilan concernent le règlement de l'ensemble des charges sociales, fiscales relatives au 4^e trimestre 2024 et dont le règlement interviendra courant janvier 2025.

Les dettes « **fournisseurs et comptes rattachés** » (8 516 €) sont composées de provisions relatives à des factures non reçues ainsi que des factures dont l'échéance de règlement est prévue courant janvier 2025.

Les « **dettes envers les financeurs** » sont de 25 000 € au 31 décembre 2024, il s'agit du financement de la mission confiée par la DDETS.

Les « **créances à recevoir** » sont les soldes des subventions de la CAF 9 000 €, du Département 26 646 € ainsi que 300 € de la MSA. Il s'agit aussi de l'attente des règlements des permanences financées par le CDAD pour 1 925 €, les actions Bail Renov pour 1 400 € ainsi que l'adhésion d'un toit pour tous.

Les fonds propres

L'exercice clos au **31/12/2024** laisse apparaître un **résultat excédentaire de 24 €** qui vient en augmentation des fonds **propres de l'ADIL** soit au 31/12/2024 de **595 126 €**.

PERSPECTIVES 2025

À compter du 1^{er} janvier 2025, le Service Public de la Rénovation de l’Habitat (SPRH) se déploiera localement dans le cadre du Pacte Territorial France Rénov’. Ce Pacte donne l’opportunité aux collectivités de piloter le parcours de l’usager tout au long de son projet d’amélioration de l’habitat.

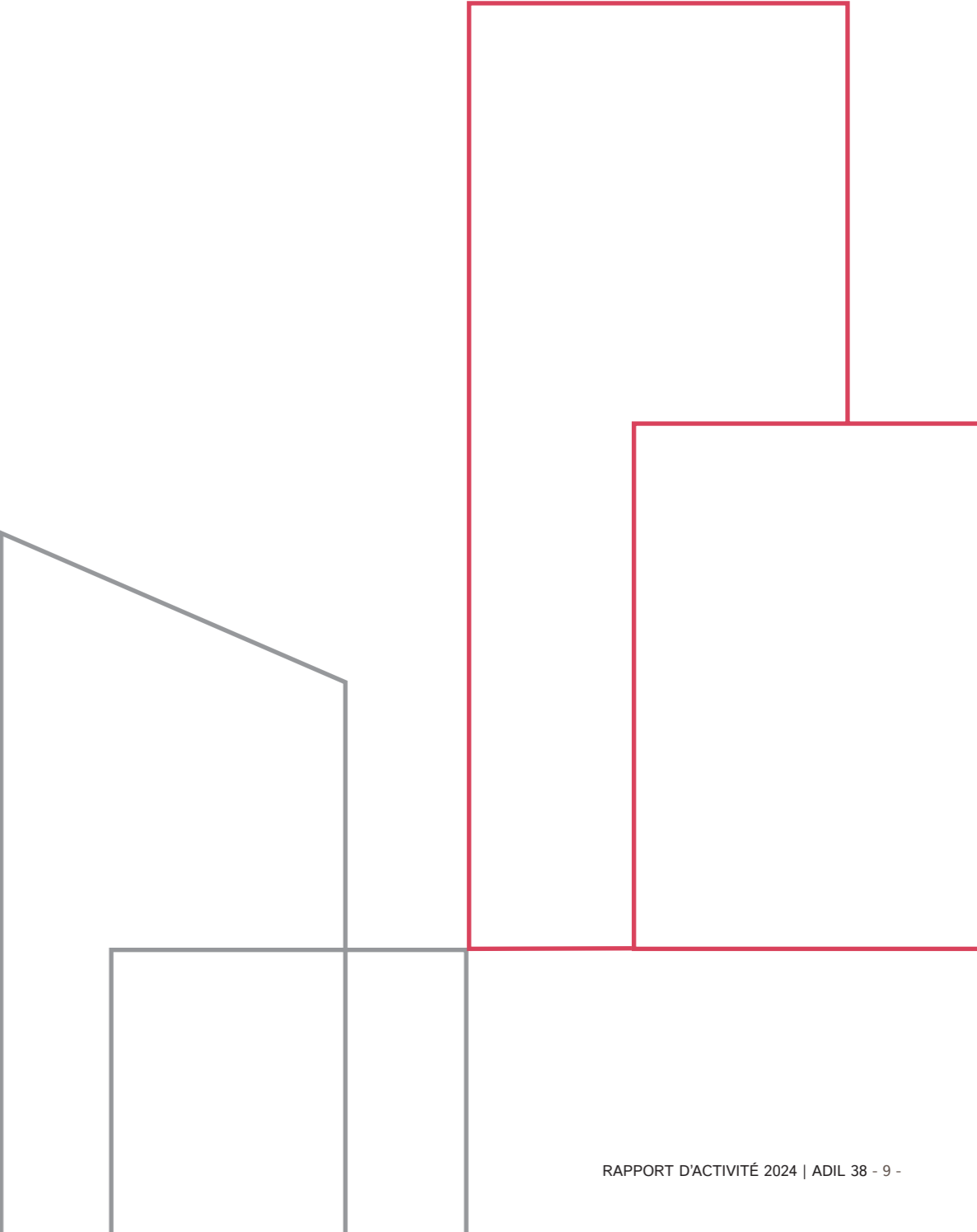
le Pacte a pour objectif de mettre en place au plus près des ménages un service **efficace et complet qui va plus loin que la rénovation énergétique de l’habitat** pour englober les sujets de lutte contre l’habitat indigne, d’amélioration de l’habitat, adaptation des logements, d’accompagnement des copropriétés, de la fiscalité, etc. ...Thématiques traitées par les juristes de l’ADIL 38 au quotidien.

En tant qu’opérateur historique de l’information du public sur le logement dans le département de l’Isère, l’ADIL 38 a toute sa place dans les pactes territoriaux.

L’ADIL 38 va proposer aux EPCI son offre de service :

- participer à des salons,
- animer des formations sur la copropriété,
- guider les syndicats bénévoles, un conseil syndical dans la mise en place des outils pour organiser une copropriété,
- Informer sur l’habitat indigne,
- Aider à lutter contre la vacance en sensibilisant sur la sécurisation des rapports locatifs et la fiscalité...

Autre défi pour 2025, compenser financièrement le départ de l’association DiGi. M. Christophe Charles, président de l’ADIL, a reçu, le 26 mars 2025, une lettre annonçant que DiGi quitterait l’association le 30 avril 2025. Les membres du conseil d’administration de l’ADIL ont dénoncé le non-respect du bail de sous-location ainsi que le manque d’éthique de DiGi. Cependant, afin d’éviter de mettre en difficulté le Département qui soutient financièrement les deux associations, le conseil d’administration a décidé de ne pas engager de poursuites judiciaires contre DiGi.





ASSOCIATION ADIL 38

2 Boulevard Maréchal Joffre
38000 GRENOBLE

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024



Tél. : 04 76 09 50 54
www.bdo.fr

Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF
38130 Echirolles

ADIL 38

Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association ADIL38,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADIL 38 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Siège social : BDO Rhône-Alpes - Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF - 38130 Echirolles
SAS au capital de 3 000 000 Euros - SIREN 061 500 542 RCS Grenoble - N°TVA Intracommunautaire FR 720 615 00542
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région AURA
Société de Commissaires aux Comptes Compagnie Régionale Dauphiné Savoie



3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l’Association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes annuels ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l’établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de l’Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider l’Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d’Administration.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels

Il nous appartient d’établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, sans toutefois garantir qu’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l’on peut raisonnablement s’attendre à ce qu’elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l’article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, définit et met en œuvre des procédures d’audit face à ces risques, et recueille des éléments qu’il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative provenant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l’audit afin de définir des procédures d’audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l’application par la direction de la convention comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments collectés, l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l’Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s’appuie sur les éléments collectés jusqu’à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d’exploitation. S’il conclut à l’existence d’une incertitude significative, il attire l’attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d’ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Echirolles, le 3 mai 2025

Signé par Justine Gairaud
Le 03/05/2025
ID: tx_weziZOQXKnD6



BDO Rhône-Alpes
Représentée par Justine GAIRAUD
Commissaire aux comptes

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	140 163	101 293	38 870	49 393
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	8 889		8 889	8 889	
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts	8 889		8 889	8 889	
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)		149 052	101 293	47 758	58 282
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	215 459		215 459	207 860	
DISPONIBILITES	444 307		444 307	395 310	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 811		2 811	1 854
	TOTAL (II)	713 423		713 423	654 057
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		862 475	101 293	761 182	712 339
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Bilan Passif

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	40 000	40 000
	Report à nouveau	479 102	484 789
	Résultat de l'exercice	24	(5 687)
	Total des fonds propres	519 126	519 102
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
Provisions	- Apports	76 000	76 000
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	76 000	76 000
	Total des fonds associatifs	595 126	595 102
Fonds dédiés	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	37 059	25 101
Total des provisions		37 059	25 101
DETTES (I)	Aux fondations abritées		
	Sur subventions de fonctionnement		
Fonds dédiés	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
Total des fonds dédiés			
DETTES (I)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 516	8 320
	Dettes fiscales et sociales	95 481	83 816
	DETTES DIVERSES		
DETTES (I)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	25 000	
	Total des dettes	128 997	92 136
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		761 182	712 339
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		23,82	(5 687,28)
(1) Dont à moins d'un an		128 997	92 136
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros				31/12/2024	31/12/2023
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	39 833		39 833	6 855
	Montant net du chiffre d'affaires	39 833		39 833	6 855
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			561 018	532 153
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			23 583	17 373
	Autres produits			7 486	8 401
Total des produits d'exploitation (1)				631 920	564 781
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			142 325	139 210
	Impôts, taxes et versements assimilés			12 552	10 404
	Salaires et traitements			338 678	301 383
	Charges sociales du personnel			125 652	116 474
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			11 075	10 729
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions			11 958	989	
Autres charges			29	288	
Total des charges d'exploitation (2)				642 269	579 479
RESULTAT D'EXPLOITATION				(10 350)	(14 697)

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(10 350)	(14 697)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	12 757	11 428
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		12 757	11 428
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		12 757	11 428
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		2 407	(3 269)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		2 383	2 418
TOTAL DES PRODUITS TOTAL DES CHARGES		644 677 644 653	576 209 581 897
RESULTAT DE L'EXERCICE		24	(5 687)
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Annexe au Bilan

Etat exprimé en **euros**

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **761 182** euros

- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :

- un total produits de **644 677** euros
- un total charges de **644 653** euros

- dégage un résultat de **24** euros

L'exercice considéré :
- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

L'association a pour objet d'informer le public sur toute question touchant au logement et à l'habitat. Cette information, qui repose sur une compétence juridique et financière confirmée, doit être complète, neutre, personnalisée et gratuite. Elle peut, lorsque la situation locale le permet, s'accompagner d'une information sur des offres de terrains et de logements disponibles. Elle vise à favoriser le bon déroulement des projets d'accession à la propriété des ménages et permet aux usagers, en particulier aux personnes défavorisées, de disposer de tous les éléments permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant. Le contact direct avec le public est privilégié dans la mesure du possible.

L'action de l'association, auprès du public, exclut tout acte administratif, commercial ou contentieux.

L'association a également vocation à assurer, au bénéfice de ses membres, des actions de conseil et d'expertise juridique ou économique et à entreprendre toutes études, recherches ou démarches prospectives liées à son domaine d'activité. Elle peut faire des propositions qui lui paraissent de nature à orienter les politiques publiques en matière de logement et d'habitat. Elle transmet ses propositions à l'Association nationale pour l'information sur le logement. L'association contribue à la collecte et à l'exploitation des données de l'ensemble du réseau des associations départementales, coordonnées par l'Association Nationale pour l'Information sur le Logement :
- elle analyse les informations issues de la demande exprimée par le public et assure la diffusion de ses analyses à l'ensemble de ses membres, à l'Association Nationale pour l'Information sur le Logement et au Ministère chargé du logement ;
- elle enrichit les données nationales du réseau des associations départementales de ses expériences, propositions, analyses et études.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association ADIL 38** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **761 182** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **644 677** euros et un total **charges** de **644 653** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **24** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| - Application Web decence | 5 ans |
| - Agencement & installation | 3, 5 et 10 ans |
| - Matériel informatique | 3 ans |
| - Mobilieu de bureau | 8 ans |

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières sont composées des dépôts de garantie lors de la location des bureaux de Grenoble et Nord-Isère et d'acquisition de mobiles téléphoniques.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.
Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).	
<u>Tableau de suivi des subventions d'exploitation</u>	
Les subventions de fonctionnement, affectées par des financeurs à des projets définis, qui n'ont pu être intégralement utilisées en fin d'exercice, sont inscrites au compte «194 - Fonds dédiés».	
<u>Ressources provenant de la générosité du public</u>	
L'ADIL38 ne perçoit aucune ressource provenant de la générosité du public, des legs et des donations.	

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Mention expresse (art.1727 II-2 du CGI)

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Les Administrateurs composant le Conseil d'Administration de l'ADIL de l'Isère sont tous des membres bénévoles qui ne bénéficient à ce titre d'aucune rémunération.		
	31/12/2024	31/12/2023
<u>Personnels salarié</u>		
Ingénieurs et cadres	1.00	1.00
Agent de maîtrise		
Employés et technicien	7.91	6.22
Apprenti		
TOTAL	8.91	7.22

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
---------------------------------	----------------------------

Ce document contient une mention
expresse (art.1727 II-2 du CGI)

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

DETAIL DES PRODUITS COURANTS DE FONCTIONNEMENT		
COTISATIONS:		
ASSOCIATIONS	885.00€	
BAILLEURS PUBLICS	3 300.00€	
AUTRES	<u>3 300.00€</u>	7 485.00€
SUBVENTION:		
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	30 000.00€	
COLLECTIVITE TERRITORALES	258 231.00€	
ETAT	119 754.00€	
AUTRES	<u>153 032.65€</u>	561 017.65€
PRESTATIONS		39 833.10€
REFACTURATION		19 533.00€
AUTRES PRODUITS		<u>4 050.24€</u>
TOTAL		631 918.99€

Immobilisations

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024	
		Augmentations		Diminutions			
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions		
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	102 726				102 726	
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	38 681		552		37 437	
	Emballages récupérables et divers				1 796		
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	141 407		552		1 796	140 163	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 889				8 889	
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 889				8 889	
TOTAL		150 295		552		1 796	149 052

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	59 669	8 633		68 302
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	32 345	2 442	1 796	32 991
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		92 014	11 076	1 796	101 293
TOTAL		92 014	11 076	1 796	101 293

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	25 101	11 958		37 059
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		25 101	11 958		37 059
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations <div><div></div><div>incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières</div></div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		25 101	11 958		37 059
Dont dotations et reprises <div><div></div><div>- d'exploitation - financières - exceptionnelles</div></div>			11 958		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					
Une provision pour les indemnités de fin de carrière est constituée et actualisée chaque année: Solde au 31/12/2024 : 37 059 € (31/12/2023 : 25 101€ - 31/12/2024 : 24 112€ - 31/12/2021: 23 405 € - 31/12/2020: 21 037 €) Elle est calculée selon les recommandations ANIL, plus favorables aux salariés que le droit du travail: départ à la retraite à l'âge de 64 ans - tx d'actualisat° 3.38%					

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 889		8 889
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	10 813	10 813	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	485	485	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	218	218	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	39 331	39 331	
	Charges constatées d'avance	2 811	2 811	
TOTAL DES CREANCES		62 546	53 657	8 889
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	8 516	8 516		
	Personnel et comptes rattachés	28 851	28 851		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	50 731	50 731		
	Impôts sur les bénéfices	2 383	2 383		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	13 515	13 515		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	25 000	25 000		
TOTAL DES DETTES		128 997	128 997		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		50 362
Autres créances clients		10 813
CLIENTS FACTURE A ETABLIR	10 813	
Autres créances		39 549
ORG SOC PRODUITS A RECEV	218	
PRODUITS A RECEVOIR	39 331	

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Charges à payer		59 663
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 578
FOURN FACTURES NON PARVENUES	5 578	
Dettes fiscales et sociales		54 085
DETTE PROV PR CONG A PAYER	28 851	
CH SOCIALES SUR CONG A PAYER	14 526	
TAXE SUR LES SALAIRES	10 708	

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE

Association ADIL 38

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		2 811	2 811
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			2 811

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		25 000	25 000
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			25 000

MURAZ PAVILLET EKOSPHERE	Association ADIL 38
--------------------------	---------------------

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	76 000				76 000
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	40 000				40 000
Autres réserves					
Report à nouveau	484 789	(5 687)			479 102
Excédent ou déficit de l'exercice	(5 687)	5 687	24		24
Situation nette	595 102		24		595 126
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	595 102		24		595 126



ASSOCIATION ADIL 38

2 Boulevard Maréchal Joffre
38000 GRENOBLE

Rapport spécial du Commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024



Tél. : 04 76 09 50 54
Fax : 04 76 40 79 93
www.bdo.fr

Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF
38130 Echirolles

ASSOCIATION ADIL 38

Rapport spécial du Commissaire aux
comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association ADIL 38,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code du commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions, en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Siège social : BDO Rhône-Alpes - Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF - 38130 Echirolles
SAS au capital de 3 000 000 Euros - SIREN 061 500 542 RCS Grenoble - N°TVA Intracommunautaire FR 720 615 00542
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région AURA
Société de Commissaires aux Comptes Compagnie Régionale Dauphiné Savoie



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation du conseil d'administration en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A Echirolles, le 3 mai 2025

Signé par Justine Gairaud
Le 03/05/2025

ID: tx_wezlZOQXKnD6

BDO Rhône-Alpes
Représentée par Justine GAIRAUD
Commissaire aux comptes

ACTIVITÉ STATUTAIRE

Proposition de fixation des cotisations minimales

Article L366-1 du Code de la Construction de d'Habitation
« L'association départementale d'information sur le logement a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial. »

Pour assurer sa mission de base l'ADIL 38 perçoit des cotisations et des subventions de ses membres. En application de l'article 11 des statuts de l'ADIL 38, l'Assemblée Générale fixe, pour chaque collège, la cotisation qui le concerne sur proposition du Conseil d'Administration.

Pour l'année 2025, le montant minimal des participations proposé est :

Collège	Catégorie de membres	Cotisation annuelle
Collège I	Organismes HLM privés ou publics	1 200 €
	Organismes de crédit	1 750 €
	Organisations professionnelles de la gestion immobilière	1 200 €
	Société Publique Locale	1 200 €
Collège II	Associations	60 €
Collège III	Etat	Néant
	Conseil Départemental	Néant
	CAF	Néant
	Associations d'intérêt général	60 €

NOTA : lors de la séance 16 décembre 2004 le conseil d'administration a décidé à l'unanimité de proposer à l'Assemblée Générale de :

Fixer la participation des collectivités locales à 0,105 €/habitant.

Fusionner les deux contributions Organisations professionnelles et Organisations professionnelles de la gestion immobilière en « **Organisation professionnelle et organisation de la gestion immobilière** » au tarif unique de 1 200 €.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2025

CHARGES	2025	PRODUITS	2025
		Produits de fonctionnement	634 013
Eau, électricité	3 000	Collège 1 - Offreurs de biens & services publics ou privés	159 483
Eau, électricité Nord Isère	400	Organismes HLM privés ou publics	
Fournitures diverses	3 000	CGLS	25 465
Achats & charges extérieurs	6 400	Bailleurs isérois	1 200
Location immobilière Grenoble	48 000	Bailleurs extérieurs département	
Charges immobilières Grenoble	20 000	SEMCODA	1 200
Locations immobilières Antenne Nord Isère	3 300	ERILLIA	1 200
Charges immobilières Antenne Nord Isère	900	Action Logement Service	
Entretien et réparations	1 200	ACTION LOGEMENT SERVICE	125 008
Maintenance Informatique	3 500	Organismes de crédit	
Maintenance téléphonique	600	CAISSE D'EPARGNE	1 750
Photocopieurs	2 000	Organismes professionnels et de la gestion immobilière	
Entretien locaux Grenoble	9 500	CHAMBRE DES NOTAIRES	1 200
Entretien locaux antenne Nord Isère	1 700	U.N.P.I.	60
Primes d'assurance	5 000	Pole Habitat FFB	1 200
Services extérieurs	95 700	F.N.A.I.M.	1 200
Honoraires gestion sociale et comptable	9 000	Collège 2 - Associations de consommateurs & d'usagers (60€)	600
Honoraires CAC	3 500	Associations	
Reception , publications..	2 700	AFOC/INDECOSA/CNL/CLCV/CSF/ORGECO/RIVHA/UDAF/POLE HABITAT JEUNES/UN TOIT POUR TOUS	600
Documentation, abonnements	2 000	Collège 3 - Pouvoirs publics & organismes d'intérêt général	475 680
Frais de déplacement (formation)	1 500	Pouvoirs publics	340 794
Frais de déplacement (permanences, partenariat)	15 000	MINISTERE DU LOGEMENT	119 754
Affranchissement	300	DEPARTEMENT DE L'ISERE mission de base	140 740
Téléphone fixe	10 000	CAF DE L'ISERE	30 000
Téléphonie mobile	2 400	MSA	300
Services bancaires et assimilés	650	DDT	50 000
Cotisations	300	EPCI & communes (suivant population 10/08/23) 0,11	134 586
		Communautés d'Agglomération	
		GRENOBLE ALPES-METROPOLE	47 837
		VIENNE CONDRIEU AGGLOMERATION	9 890
Autres services extérieurs	47 350	PAYS VOIRONNAIS	10 312
Rémunérations du personnel	381 000	PORTE DE L'ISERE	11 855
Charges sociales	175 260	Communautés de Communes	
IFC	2 300	BIEVRE ISERE	5 989
		GRESIVAUDAN	11 106
Charges de personnel	558 560	OISANS	1 115
Impôt sur + valeur financière	1000	ENTRE BIEVRE ET RHONE	7 413
Charges financières	1000	TRIEVES	1 105
Dot/amort. immob. Incorporelles	0	SAINT MARCELLIN VERCORS ISERE	4 817
Dot/amort. immob. Corporelles	11 000	BALCONS DU DAUPHINE	8 381
Amortissements	11000	VAL DU DAUPHINE	6 891
		LYSED	3 138
		COLL'IN	2 695
		MATHEYSINE	2 042
		Associations d'intérêt général (60€)	300
		AGEDEN/SOLIHA/UDCASS /UGA/COMPAGNON BATISSEURS	300
		Produits financiers	6 000
		Revenus livret A	2 500
		Revenus livret B	2500
		Contrat de capitalisation	1000
		Produits divers	35 245
		Sous-location Digi	
		Sous Location immobilière	15 800
		Charges immobilières	2 600
		Téléphonie	3 400
		Entretien des bureaux	2 400
		location copieur	800
		Eau, électricité	500
		Consommables et Fournitures de bureau	600
		CCAS GRENOBLE	2 500
		CDAD	1 925
		MRSI	900
		BAIL RENOV	2 500
		Animation SPRH Coll'in /Oisans	1320
		subvention à collecter ou reprise sur fonds propres	43 002
TOTAL CHARGES	720 010	TOTAL PRODUITS	720 010

PROPOSITION DE RÉSOLUTIONS

Première résolution

Rapport moral du Président.

L'Assemblée Générale de l'ADIL DE L'ISÈRE approuve le rapport moral de l'exercice 2024.

Deuxième résolution

Rapport d'activité.

L'Assemblée Générale de l'ADIL DE L'ISÈRE approuve le rapport d'activité de l'exercice 2024.

Troisième résolution

Approbation des comptes 2024 et quitus aux Administrateurs.

Après avoir entendu le rapport financier de l'exercice 2024 et après lecture par le Commissaire aux Comptes de son rapport sur les comptes annuels, l'Assemblée Générale approuve les comptes annuels et donne quitus aux Administrateurs de leur gestion.

Quatrième résolution

Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale affecte le résultat excédentaire de l'exercice clos au 31/12/24, en « report à nouveau ADIL » soit 24 €.

Cinquième résolution

Approbation des conventions règlementées.

Après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, l'Assemblée Générale prend acte de l'absence de nouvelle convention pour 2024.

Sixième résolution

Approbation du renouvellement du Commissaire aux Comptes.

L'Assemblée Générale constate que le mandat du cabinet BDO RHONE ALPES est venu à expiration. Elle décide de renouveler le mandat de BDO RHONE ALPES en qualité de commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six années.

Septième résolution

Approbation du budget prévisionnel 2025 & fixation des participations minimales.

L'Assemblée Générale approuve le budget prévisionnel 2025 et la fixation des cotisations minimales correspondantes.

Huitième résolution

Renouvellement des Membres du 2^{ème} tiers

Collège I Offreurs de biens et services	Collège II Associations d'usagers et de consommateurs	Collège III Pouvoirs publics et organismes d'intérêt général
LCA FFB AuRA	CSF	CAF DE L'ISERE
CAISSE D'EPARGNE	UDAF	SOLIHA ISERE SAVOIE
DISPONIBLE	ORGECO	UDCCAS

En Isère, l'ADIL apporte des conseils gratuits
sur le logement avec le soutien de nombreux partenaires :



ADIL de l'Isère | 2 Boulevard Maréchal Joffre, 38000 GRENOBLE |
Tél. : 04 76 53 37 30 | Email : contacts@adil-isere.com | www.adil38.org